

RÉFÉRENTIEL DU CAP FERRONNIER D'ART

La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles D. 337-1 à D. 337-25-1 ;
Vu l'arrêté du 29 janvier 1980 modifié portant création du certificat d'aptitude professionnelle de «
ferronnier » ;
Vu l'arrêté du 17 juin 2003 modifié fixant les unités générales du certificat d'aptitude
professionnelle et définissant les modalités d'évaluation de l'enseignement général ;
Vu l'avis de la commission professionnelle consultative des arts appliqués en date du 12 novembre
2014,
Arrête :

• Article 1

Il est créé la spécialité « ferronnier d'art » de certificat d'aptitude professionnelle dont la
définition et les conditions de délivrance sont fixées conformément aux dispositions du
présent arrêté.

• Article 2

Le référentiel des activités professionnelles et le référentiel de certification de cette
spécialité de certificat d'aptitude professionnelle sont définis respectivement en annexe Ia et
annexe Ib au présent arrêté.

• Article 2 bis

Les compétences relatives à l'intervention à proximité des réseaux définies en annexe II de
l'arrêté du 15 janvier 2019 relatif aux diplômes professionnels délivrés par le ministre de
l'éducation nationale et de la jeunesse et aux brevets de techniciens supérieurs permettant
la délivrance de l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) complètent les
compétences définies en annexes du présent arrêté.

Les compétences définies en annexe II de l'arrêté du 15 janvier 2019 précité sont évaluées
au cours des épreuves professionnelles.

• Article 3

La préparation à cette spécialité de certificat d'aptitude professionnelle comporte une
période de formation en milieu professionnel de douze semaines définie en annexe II au
présent arrêté.

• Article 4

Cette spécialité de certificat d'aptitude professionnelle est organisée en six unités
obligatoires et une unité facultative qui correspondent à des épreuves évaluées selon les
modalités fixées par le règlement d'examen figurant en annexe IIIb au présent arrêté.
Les unités constitutives du diplôme et la définition des épreuves sont fixées respectivement
en annexe IIIa et en annexe IV au présent arrêté.

• Article 5

Chaque candidat précise au moment de son inscription s'il se présente à l'examen sous la

forme globale ou progressive, conformément aux dispositions de l'article D. 337-10 du code de l'éducation.

Dans le cas de la forme progressive, il précise les épreuves qu'il souhaite présenter à la session pour laquelle il s'inscrit. Il précise également s'il souhaite se présenter à l'épreuve facultative.

• Article 6

Les correspondances entre les épreuves de l'examen organisé conformément à l'arrêté du 29 janvier 1980 susvisé et les unités de l'examen organisé selon les dispositions du présent arrêté sont fixées en annexe V au présent arrêté.

Toute note obtenue aux épreuves de l'examen passé selon les dispositions de l'arrêté du 29 janvier 1980 susvisé est, à la demande du candidat, et pour sa durée de validité, reportée sur l'unité correspondante de l'examen organisé selon les dispositions du présent arrêté.

• Article 7

Les candidats de la spécialité « feronnier » de certificat d'aptitude professionnelle ajournés à l'examen conservent sur leur demande les notes obtenues à l'épreuve professionnelle commune EP1 pour se présenter à l'examen de la spécialité « feronnier d'art » de certificat d'aptitude professionnelle défini par le présent arrêté, dans la limite de cinq ans à compter de leur date d'obtention.

Les candidats titulaires de la spécialité « feronnier » de certificat d'aptitude professionnelle sont dispensés de l'épreuve commune EP 1 de la spécialité « feronnier d'art » de certificat d'aptitude professionnelle défini par le présent arrêté.

• Article 8

La première session d'examen de la spécialité « feronnier d'art » de certificat d'aptitude professionnelle régie par les dispositions du présent arrêté aura lieu en 2017.

• Article 9

La dernière session du certificat d'aptitude professionnelle « feronnier » créé par l'arrêté du 29 janvier 1980 susvisé aura lieu en 2016.

• Article 10

Les candidats ajournés à l'examen pourront bénéficier d'une session de rattrapage en 2017, à l'issue de laquelle l'arrêté du 29 janvier 1980 modifié est abrogé.

• Article 11

La directrice générale de l'enseignement scolaire et les recteurs d'académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 7 janvier 2015.

Pour la ministre et par délégation :

La directrice générale de l'enseignement scolaire,
F. Robine

Nota. - Le présent arrêté et ses annexes III b, IV et V seront consultables en ligne au Bulletin officiel de l'éducation nationale en date du 9 avril 2015 sur le site <http://www.education.gouv.fr>.

L'intégralité du diplôme est diffusée en ligne à l'adresse suivante : <http://www.cndp.fr/outils-doc>.

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.